

Rapport sur le climat : la grande escroquerie, par Fabrizio Proietti

Article rédigé par *Svipop (Milan)*, le 02 février 2007

C'est une preuve flagrante, la démonstration définitive des catastrophes à venir causées par le réchauffement de la planète, si on n'agit pas immédiatement. Mais le Rapport sur les changements climatiques présenté aujourd'hui 2 février à Paris est plutôt "une fumée sans feu" [1], une véritable escroquerie bien organisée dont l'opinion publique fait les frais, avec la complicité des politiciens et de journalistes.

Les scientifiques de l'IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change – le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, GIEC en français, Ndt), une institution créée par les Nations-unies, n'ont pas présenté en effet le très attendu IVe Rapport, qui comptera trois volumes pour un total de 1600 pages, mais seulement douze misérables pages d'un "Résumé à l'intention des décideurs" (vingt-cinq en version française, Ndlr).

On y découvre un plateau d'arguments préfabriqués à partir de scénarios apocalyptiques sur l'avenir de la planète, recommandant de prendre sans tarder une série de décisions politiques avec – lisez bien — l'objectif de déconsidérer les coûts de l'énergie et ralentir les économies occidentales. Le plus beau est qu'on ne pourra vérifier la pertinence de ces données scientifiques, parce que le vrai Rapport — de même que le résumé des diverses sessions — sera tenu secret jusqu' en mai.

Précisément, le IVe Rapport sur les changements climatiques ne sera rendu public que lorsque l'effet recherché par l'IPCC sera atteint, c'est-à-dire que la plus grande pression possible sur les gouvernements et sur les dirigeants qui résistent encore au Protocole de Kyoto et aux autres mesures de l'écologisme radical aura joué.

Ce qui est curieux, c'est que dans trois mois, "le Rapport sera revu et révisé", selon les procédures du Groupe d'experts décrites dans un document de l'IPCC. Dans quel sens sera-t-il revu ? Le document l'indique de manière inquiétante : "Les changements faits après l'approbation du groupe de travail (réuni depuis lundi à Paris, Ndlr) seront nécessaires pour en assurer la conformité avec le résumé à l'intention des décideurs." En pratique, premièrement, on fait la synthèse pour les hommes politiques, puis on ajuste les données pour la confirmer.

On conviendra que c'est un procédé bien étrange pour un rapport scientifique. Normalement, on devrait présenter l'étude afin que d'autres savants puissent en vérifier la crédibilité à travers l'examen de la méthode, des données, du procédé utilisé. Puis éventuellement, les hommes politiques décident des moyens pour obtenir les résultats recommandés. Et ici, on fait le contraire.

Des doutes aux certitudes

Ceci est trop inhabituel et contraire à la logique et au simple bon sens pour ne pas soulever des doutes. Doutes qui deviennent certitude quand on enquête un peu plus sur l'IPCC et que l'on découvre que des savants illustres, désireux de faire de la science et non de la politique, ont été marginalisés ou contraints à la démission de l'IPCC, en particulier depuis 2002, et depuis l'arrivée du président Rajendra Pachauri (Inde).

Ainsi, il faut lire la lettre du 17 janvier 2005 où Christopher Landsea annonce sa démission de l'IPCC. Landsea, membre du National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), est un des meilleurs experts mondiaux des ouragans tropicaux ; il avait déjà participé à la rédaction du IIe et IIIe Rapport de l'IPCC (1995 et 2001), où il était montré clairement que le réchauffement de la planète n'a aucun effet sur l'activité et la fréquence des ouragans dont le cours cyclique est resté inchangé ces dernières décennies, et le restera probablement dans les prochaines.

Le 24 septembre 2004, Landsea saute de son siège quand les plus grandes chaînes télévisées du monde (et toutes les agences et journaux à leurs suites), rapportent les déclarations de Kevin Trenberth — le savant nommé rapporteur principal du chapitre sur lequel travaille Landsea — qui, dans une conférence de presse convoquée expressément, affirme au nom de l'IPCC que les ouragans qui ont ravagés récemment les côtes américaines étaient dues au réchauffement climatique. Après avoir vérifié attentivement ses sources, c'est-à-dire l'enregistrement intégral des déclarations de Trenberth, Landsea engage une copieuse

correspondance avec les dirigeants de l'IPCC pour demander des explications sur de telles affirmations qui contredisent clairement et les conclusions des savants de l'IPCC, et toute la littérature scientifique sur le sujet.

Les réponses du président de l'IPCC, Rajendra Pachauri, sont déconcertantes : il minimise l'affaire en parlant de l'exagération des journalistes (comme à l'ONU, c'est toujours la faute des journalistes !) et du droit des savants à défendre leur propre opinion. Landsea insiste, l'évidence des faits est accablante : les journalistes ont exactement reporté les propos de Trenberth, il a parlé au nom de l'IPCC, pas à titre personnel.

Mais il doit se rendre à l'évidence. Il se heurte à un mur et il doit choisir : trahir sa crédibilité scientifique et humaine pour demeurer dans l'Olympe des savants "officiels" du climat – ceux qui vont à la télévision et qui touchent des ponts d'or à l'ONU — ou rester un savant authentique et démissionner. Landsea choisit la seconde voie mais il explique à ses collègues ce qu'est vraiment l'IPCC et pourquoi on nous expliquera encore que le prochain ouragan sera dû au réchauffement climatique causé par l'homme.

Or le cas de Landsea n'est pas unique. Peu après la démission de Landsea, en Grande-Bretagne, le professeur David Henderson, chef économiste de l'OCDE, intervient devant la Chambre des Lords pour démontrer les tonitruantes "erreurs" des modèles mathématiques utilisés par l'IPCC pour développer ses projections sur les futurs accroissements de température, au point que "l'IPCC ne doit pas être vu comme une source scientifique représentative et influente".

Peu avant, un autre climatologue connu, l'Australien John Zillman, démissionnait du bureau de l'IPCC (où il siégeait depuis de nombreuses années en dénonçant sa dérive idéologique). Et il est facile d'identifier en Pachauri, le président de l'IPCC, le principal responsable de cette dérive.

Plusieurs fois, Pachauri, ignorant son rôle institutionnel, s'est présenté comme un activiste du respect de l'environnement qui impute à l'homme tous les problèmes de la planète. Par exemple, à la fin de 2004, il signa la préface du rapport alarmiste rédigé par la New Economics Foundation britannique, déclarant à l'agence Reuters qu'il espérait que le prochain Rapport de l'IPCC, dont on parle dans ces jours-ci, "produise un message encore plus fort". C'est fait. Pachauri a obtenu ce qu'il désirait. Mais attention : ce "message fort" n'est pas scientifique, il est idéologique et politique. Et c'est une escroquerie.

© Svipop, traduction française Décryptage.

Le Svipop-Sviluppo e Popolazione (Milan), est une publication du Cespas, Centro Europeo di Studi su Popolazione, Ambiente e Sviluppo (Centre européen d'études sur la Population, l'environnement et le développement), co-fondateur avec la Fondation de service politique de l'association pour la Fondation Europa.

Pour en savoir plus :

La version française du "Résumé à l'intention des décideurs"

[1] L'auteur écrit "il fumo senza la pistola" - la fumée sans le pistolet, en référence à "pistola fumante", équivalent italien du "smoking gun" américain, expression fréquemment utilisée lors de la seconde guerre d'Irak pour évoquer la "preuve" des armes de destruction massive de l'armée irakienne (Ndt).

D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage